

# « Des parents mobilisés »

Les membres du Collectif de défense des écoles publiques se sont retrouvés pour faire le point suite à une visite à l'inspection académique.

Professeurs des écoles et parents d'élèves se sont réunis à l'école Jules Verne pour faire le point sur les dernières actions menées dans le pays de Ploërmel. Une quarantaine de personnes, représentant 25 écoles sur les 30 que compte le pays, ont décidé d'unir leurs forces au sein du Collectif de défense des écoles publiques de la circonscription de Ploërmel.

Parmi les sujets abordés au cours de la réunion, sept représentants du collectif ont fait état de leur visite à l'inspection académique.

Ces derniers se sont entretenus avec Philippe Couturaud, inspecteur académique du Morbihan, sur les points litigieux tels que : les remplacements, le soutien scolaire, le Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) ou encore la base élèves.

## A Mauron

Concernant les remplacements, l'école Victor Schoelcher, restée sans remplaçants pendant quatre semaines pour cause de congé maladie, sera pourvue d'un remplaçant à compter du mois de janvier. L'institutrice qui prendra ensuite son congé maternité sera remplacée jusqu'au



Les parents restent mobilisés pour lutter contre la base élèves et le retrait du Rased.

mois de juin.

Sur ce point, les représentants ont pu faire entendre leurs voix. Malgré cela, les parents, vigilants, ont tout de même mis l'accent sur le fait que le remplaçant « était en formation continue et devait parcourir 75 km par jour pour se rendre sur son lieu de travail. »

Pour l'école Félix Bellamy de Mauron, la directrice a obtenu un remplacement pour les décharges administratives. Mais le problème persiste pour les réseaux des écoles de Saint-Brieuc-de-Mauron, Concoret, Brignac et Caro. Pour l'heure aucune décharge pour la coordination des réseaux n'a été envisagée. Malgré tout un remplacement d'une journée tous les 15 jours a été évoqué pour Brignac. Une proposition jugée « très juste et très modeste », par les participants.

## Base élèves

Pour la scolarisation des moins de 3 ans, les parents

ont retiré l'information suivante de leur entrevue à l'inspection. « Philippe Couturaud nous a fait comprendre que les moins de trois ans ne devaient plus être à la charge de l'Education nationale, mais à la charge des municipalités. »

La base élèves, autre sujet de discorde, a été évoquée lors de la réunion. Les membres du collectif réfléchissent à une position de principe concernant le dispositif. « Existe-t-il un combat collectif contre la base élèves, oui ou non ? », s'est interrogé Raphaël Loeb. Sur ce sujet, les membres ont évoqué l'idée de se joindre à des groupes nationaux concernés par le problème.

Enfin, les inquiétudes persistent en ce qui concerne le Rased. Les parents estiment que l'aide individualisée mise en place en substitution s'avère être un choix peu judicieux.